

La faute à la mondialisation ? C'est faux et vrai à la fois

Jérôme Creel, économiste, Sciences Po, OFCE, Paris, et ESCP Europe

Francesco Saraceno, économiste, Sciences Po, OFCE, Paris, et LUISS

Les débats sur les effets néfastes de la mondialisation resurgissent périodiquement et notamment lors des campagnes électorales. La mondialisation apparaît bien souvent comme la cause de tous les maux de la France : terrorisme, chômage, désindustrialisation, décrochage dans les classements de toutes sortes, crises européennes, tout serait la faute de la mondialisation. C'est à la fois faux et vrai.

C'est faux car la mondialisation, mouvement historique d'ouverture sans précédent des frontières aux échanges a permis aux résidents français d'avoir accès à une multitude de marchandises et de services, à des tarifs toujours plus bas. La mondialisation, parce qu'elle confronte les entreprises françaises à la concurrence internationale, les oblige à sans cesse se renouveler, à sans cesse innover, et à ajuster leurs modes d'organisation quitte à en externaliser une partie. Certes, cette course à l'innovation n'est pas aisée et elle met des entreprises en graves difficultés. C'est le principe cependant bien connu de la destruction créatrice chère à Joseph Schumpeter : les entreprises les moins innovantes sont remplacées par celles qui le sont plus. La mondialisation, c'est aussi l'ouverture des frontières aux étudiants français, qui se formeront dans les écoles et universités étrangères, et aux étudiants du monde entier qui se formeront dans les écoles et universités françaises. N'oublions pas que la région parisienne dispose d'une très grande concentration de scientifiques – beaucoup de mathématiciens, notamment –, dans ses écoles et universités prestigieuses : la mondialisation, c'est aussi la capacité pour la France d'attirer les talents, d'où qu'ils viennent. Enfin, la mondialisation a témoigné de l'attractivité du territoire français aux capitaux internationaux. La France bénéficie d'entrées nettes de capitaux étrangers sous forme d'investissement de long terme, et se classe aujourd'hui devant le Royaume-Uni et l'Allemagne pour les [flux bruts d'investissements directs étrangers](#) (IDE). La France est certes derrière l'Irlande et les Pays-Bas qui, par leur politique fiscale agressive et très discutable, font beaucoup plus pour détourner les IDE à leur profit. Enfin, il est des défis à relever pour notre société qui ne se limitent pas à nos frontières : la transition écologique en fait partie. Face au bien public global qu'est notre environnement, il faut une réponse globale et non pas isolée.

Discours d'optimisme béat devant la mondialisation ? A ce stade sans doute. Car aux arguments avancés jusque-là pour défendre la mondialisation, on trouvera toutes sortes de contre-arguments. L'accès à un plus grand nombre de produits est certes un avantage mais à condition que ces produits ne soient pas trop substituables et qu'ils ne soient pas programmés à une obsolescence précoce. Que nous importe d'avoir le choix entre 15 lessives si elles ont des qualités identiques ? Que nous importe d'avoir accès à une multiplicité de tablettes dont les systèmes d'exploitation ne peuvent pas être actualisés ? La destruction créatrice fonctionne-t-elle vraiment ? Si la France bénéficie effectivement de créations nettes d'entreprises chaque année (cf. [OFCE, 2016](#)), la contribution nette de ces entreprises à la valeur ajoutée peut être moindre qu'attendu car les nouvelles technologies produisent de nouveaux biens très substituables aux précédents, tout en accélérant leur dévalorisation (cf. [Komlos, 2016](#)). Et on ne parle pas du contenu en emplois des nouvelles entreprises, qui peut être loin de compenser celui des entreprises disparues. L'attractivité éducative

de la France est d'autant plus à la peine qu'au lieu de faire jouer ses avantages comparatifs – les enseignements en langue française –, l'éducation supérieure rentre en concurrence directe avec le système anglo-saxon... qui a quelques longueurs d'avance dans la qualité de ses cours en anglais !

Alors quoi ? La France peut-elle profiter de la mondialisation, oui ou non ? La réponse est oui, sous conditions ! Les partisans du libre-échange ont toujours considéré qu'il était mutuellement bénéfique si les règles de concurrence étaient non faussées. C'est la raison pour laquelle l'Organisation mondiale du Commerce a été créée et aussi la raison pour laquelle il faut être vigilant sur les tribunaux d'arbitrage et leurs prérogatives, comme le débat sur l'accord de libre-échange entre l'UE et les Etats Unis l'a montré. Plus que la question des gains du commerce international, c'est celle de leur répartition au niveau national (et international) qui est importante. Il faut donc s'interroger sur les politiques publiques à mettre en œuvre pour assurer une répartition des gains qui correspondent aux principes sociaux en vigueur dans le pays : répartition plus égalitaire dans les pays qui attribuent de l'importance à l'équité. Cela a longtemps été le cas de la France. Cette dernière considération est particulièrement importante dans le contexte européen actuel. Une Union Européenne qui n'offre d'autre choix à ses Etats membres qu'une concurrence fiscale censée augmenter les parts de marché, nourrit les aspects négatifs de la mondialisation et les populismes xénophobes et nationalistes. Des solutions existent, telles qu'un impôt européen sur les sociétés préconisé depuis longtemps par Jacques Le Cacheux (et récemment [ici](#) en anglais), pour limiter la concurrence (parfois déloyale) entre les pays européens, et permettre de mieux répartir les bénéfices des échanges avec le reste du monde sans renoncer aux spécificités des systèmes (notamment de protection sociale) de chaque pays.

Il faut aussi des politiques actives de retour à l'emploi pour assurer une transition entre les anciennes et nouvelles entreprises. Il faut donc aussi une politique de gestion des territoires qui puissent, par des transferts et par le développement de projets ciblés, compenser les pertes d'emplois dans les régions touchées par les restructurations. Déjà dit, déjà vu, plus facile à écrire qu'à faire, sans aucun doute. Cependant l'enjeu d'aujourd'hui n'est pas de tourner ou pas le dos au monde, mais d'accompagner les besoins de la population française par des politiques ambitieuses. Et pour éviter d'être les derniers à défendre la mondialisation, si c'était le monde qui nous tournait finalement le dos, investissons dans notre avenir : éducation, transition écologique et innovation.